

majorité des pays du monde, notre Organisation sera incapable de contribuer pleinement à la solution des problèmes mondiaux.

De l'avis de ma délégation, nous devrions tous consentir à examiner soigneusement la possibilité d'admettre en même temps une très forte proportion des candidats en instance. Des difficultés particulières se posent dans le cas des pays temporairement divisés, mais il y a lieu croyons-nous d'envisager pour de bon l'admission prochaine des autres candidats.

Puis-je faire respectueusement observer à M. Molotov que, contrairement à ce qu'il affirmait vendredi, le nombre des pays sollicitant leur admission à l'ONU s'établit non pas à 16 mais à 17, selon les calculs de la délégation canadienne, lesquels ne comprennent pas les candidatures des pays partagés. Nous comptons donc que M. Molotov fera la rectification qui s'impose.

Revision de la Charte

Conformément aux dispositions de la Charte, la question de la revision de celle-ci, et partant de la convocation d'une conférence à cette fin, se pose maintenant à nous.

A moins que tel ne soit le vœu général des délégations, nous ne croyons pas devoir préconiser la tenue d'une conférence de revision. Il nous semble qu'il vaudrait mieux attendre que nos divergences politiques soient aplanies dans une certaine mesure. D'ailleurs, la conférence en question pourrait-elle, dans les circonstances, accentuer le mouvement de détente? Ce n'est pas non plus que la Charte nous paraisse parfaite, mais sur les bases solides qu'elle constitue un meilleur climat politique nous permettrait, croyons-nous, d'élaborer un instrument plus efficace.

Quelle que soit notre décision à ce sujet, il nous importe d'étudier les propositions fort utiles et judicieuses où, dans son rapport annuel sur l'activité de l'ONU, le secrétaire général a recommandé qu'on mette mieux à profit le dispositif de l'Organisation pour diminuer la tension internationale. Ces propositions sont nettement en harmonie avec l'atmosphère plus sereine qui baigne notre assemblée.

Questions coloniales

L'ordre du jour de la présente session comprend plusieurs questions qu'on a pris l'habitude de qualifier de coloniales. Mon compatriote, M. Pearson, a désigné l'an dernier quelques-unes de ces questions par l'expression « hardy perennials ». Comme il l'a fait observer avec beaucoup de justesse, « après avoir persisté sept fois en sept ans à discuter la même question, on n'est pas nécessairement sept fois plus près de la résoudre ». Quelques-unes de ces questions figurent depuis moins longtemps à l'ordre du jour, il est vrai.

Mon pays ne se pique d'aucune compétence spéciale pour discuter les questions coloniales; cependant il a été en mesure de constater que les débats de l'Assemblée générale qui leur sont consacrés ne sont pas toujours fructueux et qu'ils peuvent même avoir parfois des effets préjudiciables.

Je ne voudrais nullement laisser entendre qu'il convienne d'étouffer les discussions dont le but est d'exposer de légitimes griefs. Le Canada a souvent affirmé que l'Assemblée générale doit se prêter à la discussion de toute question d'intérêt international. Il reconnaît cependant que parfois, en certaines circonstances, il n'est ni sage ni utile d'aborder certains sujets.

Il se trouve parmi nous un grand nombre d'hommes politiques, tous fiers de leur profession, j'aime à le croire. Quelle que soit l'expérience particulière à chacun, nous avons tous appris que la politique est l'art du possible et qu'une bonne part de cet art consiste à savoir agir au bon moment. Certaines mesures ne sont en soi ni bonnes ni mauvaises. Souvent elles ne valent que si elles arrivent à point. Qu'on me comprenne bien et qu'on ne me prête aucune intention réactionnaire, aucun manque de sympathie à l'égard de ceux qui s'en prennent à un ordre établi.

Dans bien des cas, sans mettre en doute le bien-fondé de certaines propositions dont est saisie l'Assemblée, nous formulons des réserves sur leur opportunité. Notre opposition n'est ni absolue ni définitive. Nous ne voudrions pas que l'ONU s'engage dans la voie de la soi-disant Sainte-Alliance, qui barrait la route à toutes les réformes, sous prétexte qu'elles n'étaient jamais proposées au bon moment.